

Octobre 2020, numéro 19

## Diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle : de l'inclusion des personnes à l'intégration de compétences et de contenus dans les programmes

Sélection des ressources et rédaction

**Dominique Dubuc**, enseignante de biologie au cégep de Sherbrooke et militante pour les droits des personnes des minorités sexuelles et de genre

### Présentation

Je vous propose dans ce bulletin un florilège de références ainsi que des réflexions et questionnements quant à notre enseignement, lesquels, je l'espère, seront l'amorce d'une conversation qui s'enrichira collectivement. Comment peut-on améliorer l'environnement pédagogique des personnes des minorités sexuelles et de genre (LGBTQ+) qui fréquentent nos classes? L'inclusion de ces personnes nécessite, d'une part, que l'ensemble du personnel et de la communauté étudiante possède un minimum de connaissances communes et d'autre part, que soient mises en place de bonnes pratiques institutionnelles. De plus, notre mission première étant de former adéquatement les futur.e.s professionnel.le.s et citoyen.ne.s, nous nous intéresserons aussi à l'intégration de concepts et de connaissances qui sont en lien avec la diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle, et qui se révèlent plutôt lacunaires actuellement dans les curriculums des programmes collégiaux et universitaires. Ce silence académique crée un maillon faible dans le tissu de compétences des futur.e.s professionnel.le.s que nous formons, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, ce qui n'est pas sans conséquence sur l'accès à ces services pour les personnes des minorités sexuelles et de genre.

### Sommaire

#### 1. Introduction

- 1.1 Éléments de contexte
- 1.2 Un minimum de connaissances pour tous

#### 2. Portrait général de la situation

#### 3. L'hétérocisnormativité et notre formation disciplinaire : des lacunes à combler et des biais à débusquer

- 3.1 À la racine commune d'enjeux spécifiques
- 3.2 Débusquer l'hétérocisnormativité dans notre enseignement

#### 4. Bonnes pratiques institutionnelles

#### 5. Institutions ou organismes offrant des formations

---

# 1. Introduction

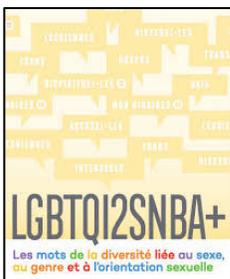
## 1.1 Éléments de contexte

Aujourd'hui, et depuis peu, la diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle est de plus en plus visible dans la société en général et dans nos établissements d'enseignement en particulier. On peut présumer que ce changement est en partie dû aux récentes avancées législatives, et vice versa, mais il s'inscrit aussi dans une mouvance globale internationale qui voit les personnes des minorités sexuelles et de genre s'affirmer et revendiquer enfin le respect de leurs droits fondamentaux. En parallèle, la montée, elle aussi globale, de la droite et de l'extrême-droite à travers le monde contribue activement à éroder les droits des personnes LGBTQ+, voire à consolider la non-reconnaissance de ces droits. Il faut tenir compte de ce contexte socio-historique et de cette croisée des chemins où nous nous trouvons pour bien discuter de ces enjeux.

- **Ministère de la Justice du Québec** (2009). *Politique québécoise de lutte contre l'homophobie : ensemble vers l'égalité sociale*.
- **Ministère de la Justice du Québec** (2017). *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022 : pour un Québec riche de sa diversité*.
- **Beauchesne Lévesque, Séré** (2019). *Guide de transition légale : en contexte québécois*. Sherbrooke, Québec : Groupe d'action trans de l'Université de Sherbrooke.
- **Québec. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse** (s. d.). *Charte des droits et libertés de la personne*, L.R. Q. c. C-12, art. 10.

En 2009, le Québec s'est doté de la **Politique québécoise de lutte contre l'homophobie**. En 2011-2016, puis en 2017-2022, ont été publiées les versions successives du **Plan d'action gouvernemental contre l'homophobie et la transphobie**. Il est maintenant possible (depuis 2015) de changer sa mention du sexe auprès du Directeur de l'état civil sans avoir eu recours à quelque chirurgie ou autre traitement médical que ce soit. À cet égard, le Groupe d'action trans de l'Université de Sherbrooke (GATUS) a publié en 2019 son **Guide de transition légale**, une ressource très utile pour clarifier les démarches requises. Aussi, la **Charte des droits et libertés** du Québec a récemment (2016) été amendée afin de rendre explicite l'interdiction de discrimination en fonction de l'identité ou de l'expression de genre d'une personne.

## 1.2 Un minimum de connaissances pour toustes<sup>1</sup>



■ **Dubuc, Dominique** (2017). *LGBTQI2SNBA+ : les mots de la diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle*. Montréal, Québec : Fédération nationale des enseignants et des enseignantes du Québec.

■ **Ashley, Florence** (2018, 31 juillet). *Queerons notre lexique [parties 1, 2 et 3]*. *Urbania* [Billet de blogue].

■ **Medico, Denise et Pullen-Sansfaçon, Annie** (2017). *Pour des interventions anti-oppressives auprès des jeunes trans : nécessités sociales, évidences scientifiques et recommandations issues de la pratique*. *Service social*, 63 (2), 21-34. [Disponible sur Érudit et sur Repère, accès généralement offert par votre bibliothèque de collège]

■ **Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux**. *Pratiques anti-oppressives auprès des jeunes trans*. Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux [site web] [Billet de blogue].

Ces avancées commencent timidement à percoler dans les établissements d'enseignement et à se manifester par des actions concrètes. Une difficulté particulière tient du fait que quelle que soit notre propre formation disciplinaire, celle-ci n'a probablement pas abordé la question de la diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle, ou très peu, ou encore, elle l'a fait de façon qui serait aujourd'hui considérée erronée. Et on a beau faire preuve de bonne volonté, de bonne foi et d'une grande ouverture d'esprit, on peut se sentir quelque peu dans la déroute quand on constate ne serait-ce que l'allongement incessant de « l'acronyme » LGBT, LGBTQ, LGBTQI2S, LGBTQI2SNBA+...

Je vous invite à commencer par lire *LGBTQI2SNBA+ : les mots de la diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle*, un guide qui démystifie l'explosion actuelle du vocabulaire.

« Le foisonnement du nouveau vocabulaire de la diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle met en lumière la transition progressive d'une approche binaire (homme-femme, homo-hétérosexuelle, etc.) vers un modèle plus organique qui tient compte des multiples dimensions de la personne humaine. » (p. 4)

Outre l'aspect lexical, ce petit guide présente un survol des concepts fondamentaux et un éventail de définitions où prime l'auto-identification, et il met en garde contre quelques pièges à éviter. Aussi, *Queerons notre lexique*, de Florence Ashley, se révèle un véritable exploit de vulgarisation succincte et sans compromis, une lecture agréable et ludique. Cette juriste a reçu en 2019 un prix du Barreau canadien pour ses travaux et son engagement. Ses nombreuses publications sont toutes très pertinentes et intéressantes.

<sup>1</sup> Voir l'encadré 1 : *Écriture inclusive et pluralité des genres*.

Pour ce qui est des connaissances de base, il est urgent de répondre d'entrée de jeu à une question entendue fréquemment, sous différentes formes : « Est-ce qu'on rend vraiment service à une jeune personne en acceptant d'utiliser le prénom et les pronoms qu'elle nous demande d'utiliser à son endroit? » La réponse est oui. Un grand et fort oui! En fait, il n'y a pas la moindre controverse scientifique à ce sujet et les études qui arrivent à cette conclusion sont légion. Parmi la masse de sources de références qui en font état, j'ai choisi de vous soumettre la publication de **Medico et Pullen Sansfaçon** (2017), car elle est récente et québécoise, et ses autrices sont reconnues et fort respectées. Annie Pullen Sansfaçon est d'ailleurs titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les enfants transgenres et leurs familles (Université de Montréal). L'article met en perspective les statistiques effarantes de la détresse vécue par les jeunes personnes trans (risques de suicide, de violence par les pairs, d'anxiété, de dépression, etc.) et l'effet déterminant du niveau de soutien offert par leurs milieux de vie, tels le milieu familial et le milieu scolaire. Pour aller plus loin, le dossier thématique **Pratiques anti-oppressives auprès des jeunes trans** de l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux (OTSTCFQ) est une de mes références favorites. La conclusion est claire : dès qu'une personne trans affirme son identité de genre, celle-ci doit être respectée, de la même façon qu'on respecte d'emblée l'identité des personnes cisgenres. C'est non seulement la meilleure pratique à adopter pour assurer son bien-être, mais aussi son droit fondamental protégé par les cadres légaux québécois et canadien.

#### Encadré 1: Écriture inclusive et pluralité des genres

La langue française pose un défi en ce qu'elle est fondamentalement genrée et binaire (hommes et femmes). Des stratégies d'écriture inclusive ou épïcène se développent, telles celles présentées dans l'ouvrage de Michaël Lessard et Suzanne Zaccour, *Grammaire non sexiste de la langue française : le masculin ne l'emporte plus!* (disponible à votre bibliothèque de collège). L'Office québécois de la langue française a lui-même commencé à moderniser certaines définitions (ex. : *genre assigné à la naissance* et *personne non binaire*) et en acceptant certains néologismes (ex. : *transitude*).

Cependant, il demeure que l'imposition des accords genrés nie l'existence des personnes non binaires, d'où l'introduction actuelle de néologismes comme *iel* ou *ille* (au lieu d'*il* ou *elle*) et de nouveaux accords (*heureux* plutôt que *heureux* ou *heureuse*; *celleux* au lieu de *ceux et celles*). De nombreuses réflexions à cet égard ont cours en ce moment au Québec et ailleurs. Celles formulées dans le *Petit guide des enjeux LGBTQIA+ à l'université* (UQAM, s.d.) en sont un exemple.

Il est très probable que des étudiant.e.s utiliseront de plus en plus ces manifestations de l'évolution de la langue française avant qu'elles ne soient officiellement acceptées, ce qui peut constituer un défi majeur pour les enseignant.e.s lors de la correction de l'aspect linguistique des travaux. La *Table nationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie des réseaux de l'éducation* s'est commise à ce sujet en 2020, dans la publication *Mesures de soutien et d'inclusion des personnes trans et des personnes non binaires en milieu de travail : Guide pour les employeurs et les syndicats* : « La Table soutient l'utilisation de néologismes ou autres pratiques langagières de communication neutre dans le genre dans la mesure où ces pratiques correspondent aux volontés et besoins des personnes concernées. » p. 39.

Cette difficulté bien concrète doit aussi être évaluée à l'aune de l'article 10 de la Charte des droits et libertés, qui interdit la discrimination et le harcèlement en raison de l'un des motifs cités, dont l'identité de genre et l'expression de genre. Bref, l'usage délibéré des mauvais prénoms, pronoms et accords est non seulement dommageable pour la personne visée (bien-être, persévérance et réussite scolaire, etc.), mais il pourrait être considéré comme du harcèlement au sens de la loi. Florence Ashley (2017) en fait une excellente démonstration dans son article *Qui est-elle? Le respect langagier des élèves non binaires, aux limites du droit, Service social 63(2) : 35-50*. Disponible sur Repère et sur Érudit, accès généralement offert par votre bibliothèque de collège.

## 2. Portrait général de la situation

■ Chamberland, Line, Émond, Gilbert, Julien, Danielle, Otis, Joanne et Ryan, William (2010). *L'impact de l'homophobie et de la violence homophobe sur la persévérance et la réussite scolaires*. Montréal, Québec : Université du Québec à Montréal (UQAM), FQRSC.

L'étude de Line Chamberland (2010) est incontournable. Cette chercheuse fut la première à sonder les niveaux d'homophobie et de transphobie présents dans les établissements d'enseignement du Québec, et ce, à l'aide d'un vaste échantillon de répondants. Ses constats étaient alarmants et sans équivoque. Par exemple, 38,6 % des élèves du secondaire rapportaient avoir été victimes d'au moins un acte de violence homophobe au cours de la dernière année (p. 39). Cette statistique a fait les manchettes des grands médias : on comprenait enfin que l'homophobie stigmatise toute personne dérogeant aux stéréotypes de genre, peu importe son orientation sexuelle ou son genre assigné à la naissance. Ce portrait étoffé de la situation sert toujours aujourd'hui de référence fondamentale dans ce domaine au Québec. Quatre rapports distincts en ont été tirés :

■ Chamberland, Line, Émond, Gilbert, Julien, Danielle, Otis, Joanne, Ryan, William, Bernier, Michaël, Richard, Gabrielle, Petit, Marie-Pier et Chevrier, Maryline (2011). *L'homophobie à l'école secondaire au Québec : portrait de la situation, impacts et pistes de solution*. Montréal, Québec : Université du Québec à Montréal (UQAM), FRQSC.

■ Chamberland, Line, et autres (2011). *L'homophobie au collégial au Québec : portrait de la situation, impacts et pistes de solution*. Montréal, Québec : Université du Québec à Montréal (UQAM), FRQSC.

■ Chamberland, Line, Émond, Gilbert, Julien, Danielle, Otis, Joanne, Ryan, William, Baril, Alexandre et Duchesne, Natalie (2011). *La transphobie en milieu scolaire au Québec*. Montréal, Québec : Université du Québec à Montréal (UQAM), FRQSC.

■ Chamberland, Line, Émond, Gilbert, Julien, Danielle, Otis, Joanne, Ryan, William et Lebreton, Christelle (2011). *La lutte contre l'homophobie en milieu scolaire : rapport descriptif des guides d'intervention disponibles au Québec*. Montréal, Québec : Université du Québec à Montréal (UQAM), FQRSC.

Une autre publication incontournable au Québec est le livre ***Mort ou fif : Homophobie, intimidation et suicide*** de Michel Dorais (2014 – disponible à votre bibliothèque de collège), bien qu'elle se concentre exclusivement sur les jeunes hommes gais ou perçus comme tels. En effet, il s'agit de la première publication en langue française à s'intéresser à la problématique du suicide chez les jeunes gais. M. Dorais y démontre la corrélation entre l'homosexualité, la stigmatisation vécue et le nombre de tentatives de suicide, en étayant son propos d'éloquents témoignages. Il propose aussi des pistes de solution qui s'avèrent encore d'actualité.

Plus récemment, en 2016, le ministère de la Santé et des Services sociaux a produit une fiche d'information (***Les jeunes de minorités sexuelles et la problématique du suicide – Outil de sensibilisation***) qui a l'avantage d'être directe et concise. Elle présente les risques suicidaires chez la population des minorités sexuelles, ainsi que les types d'intervention à privilégier.



■ Richard, Gabrielle (2019). ***Hétéro, l'école? Plaidoyer pour une éducation antioppressive à la sexualité***. Montréal, Québec : les Éditions du Remue-ménage. Disponible au CDC, cote 789329.

Une toute récente publication québécoise jette un éclairage fort pertinent et nécessaire sur l'éducation à la sexualité. Sociologue du genre, Gabrielle Richard a conduit de nombreuses études sur les milieux de l'éducation au Québec et en France. Son livre, ***Hétéro, l'école? Plaidoyer pour une éducation antioppressive à la sexualité***, décrit l'ampleur des biais hétérocisnormatifs<sup>2</sup> encore véhiculés dans la culture scolaire en général et dans l'éducation à la sexualité en particulier.

« Les élèves LGBTQ, trans, intersexes ou issu.e.s de configurations familiales atypiques ne sont toutefois pas les seuls à pâtir de l'éducation à la sexualité actuelle. Les élèves hétérosexuel.le.s et/ou cisgenres sont également pénalisés par les messages normatifs très stricts qui sont véhiculés par l'école. Ce lieu qui les forme devient aussi celui qui impose une expression restrictive de la masculinité ou de la féminité et décourage l'exploration sur les plans identitaire et sexuel. » (p. 11)

Avec une approche collée au terrain de l'éducation, G. Richard nous livre des témoignages d'enseignant.e.s et de jeunes qui mettent en lumière des pièges dans lesquels il est facile de tomber, même avec la meilleure des intentions. Cet ouvrage fait un tour d'horizon complet tant de l'état de la situation que des modèles de l'éducation à la sexualité (comme le modèle préventif – le plus répandu dans le monde – et le modèle critique utilisé dans plusieurs pays scandinaves), mais aussi des concepts et connaissances qui devraient être abordés. Comme l'annonce le titre, le modèle privilégié par l'autrice est celui de la pédagogie antioppressive (aussi appelée pédagogie *queer*), qui développe une éducation à la sexualité positive, inclusive et non coercitive. Je classe avec enthousiasme ce livre, qui se révèle à la fine pointe des dernières recherches, dans la catégorie des incontournables!

<sup>2</sup> Voir Encadré 2 : L'hétérocisnormativité.

## Encadré 2 : L'hétérocisnormativité

L'hétérocisnormativité est le paradigme social qui établit **l'hétérosexualité** et **l'assignation du genre** à la naissance comme étant les seules normes valides en matière de sexualité et de genre. Elle est par essence **binaire, ancrée dans les stéréotypes de genre** et elle se décline en une série d'amalgames, de présomptions et d'attentes sociales conformes à ce **seul modèle réputé valide**.

### Modèle hétérocisnormatif :

- Assignation du sexe, et par extension du genre, M ou F à la naissance;
- Identité de genre conforme à cette assignation;
- Expression de genre (incluant les rôles de genre) conforme à cette identité;
- Hétérosexualité;
- Fondation d'une famille.

Ce modèle n'est pas mauvais en soi. Plusieurs personnes s'y conforment sans ressentir d'inconfort. Mais ses présomptions en font une camisole de force malsaine qui a le potentiel d'affecter chaque individu à des degrés divers. La connaissance de ce paradigme nous fait prendre conscience de nos propres biais hétérocisnormatifs et met aussi en lumière de nombreux points d'intersection entre l'homophobie, la transphobie et le sexisme.

La déconstruction des attentes sociales de l'hétérocisnormativité contribuerait à l'épanouissement des jeunes des minorités sexuelles et de genre, mais elle aurait aussi un effet émancipateur pour chacun.e d'entre nous, bref pour l'ensemble de la diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle.

Le portrait de la situation générale est toujours en construction et un projet de recherche d'envergure est particulièrement prometteur : *Des savoirs sur l'inclusion et l'exclusion des personnes LGBTQ+ (SAVIE-LGBTQ)*. Ce projet en cours s'étale de 2016 à 2023. Sous la direction de Line Chamberland (titulaire de la Chaire de recherche sur l'homophobie de l'UQAM), le site web SAVIE-LGBTQ implique un vaste partenariat de recherche ici au Québec, mais aussi ailleurs dans le monde. Il suit l'avancée des différentes recherches au moyen de fiches synthèses, de publications, d'infolettres, etc. Des symposiums internationaux, des colloques et surtout des webinaires, offerts à toutes, sont prévus tout au long du projet afin de favoriser la coconstruction des savoirs dans les domaines de la famille, de la santé et des services sociaux, du travail, de l'éducation, etc.

■ **Blais, Martin, Philibert, Mathieu et Chamberland, Line (2018). *Rapport de recension des écrits sur les indicateurs d'inclusion et d'exclusion des personnes LGBTQ+*. Montréal, Québec : Université du Québec à Montréal (UQAM), CRSH.**

Une recension des données d'inclusion et d'exclusion dans ces divers domaines s'y trouve déjà (***Rapport de recension des écrits sur les indicateurs d'inclusion et d'exclusion des personnes LGBTQ+***). Ces données sont tirées de recherches menées en Amérique du Nord, en Europe et en Océanie. Un tour d'horizon fort utile. Par exemple, saviez-vous que 32,1 % des personnes LGBTQ ont peur pour leur sécurité dans leur milieu éducatif (p. 11)?

---

En février 2019, le forum *Comprendre et contrer les violences sexuelles vécues par les communautés LGBTQ+ (LEXIC2)* a mis en lumière une problématique encore mal connue et inquiétante : les personnes des minorités sexuelles et de genre sont surreprésentées parmi les victimes de violences à caractère sexuel, ce qui tiendrait de leur situation de plus grande précarité et vulnérabilité que le reste de la population en général. Sachant que les jeunes ont tendance à se confier aux enseignant.e.s (Chamberland, 2010), il est pertinent d'être au fait de cette réalité. ***Après le silence. Réagir aux agressions sexuelles envers les personnes LGBT*** (Michel Dorais, Mathieu-Joël Gervais, 2019. Disponible à votre bibliothèque de collègue) trace un portrait général de cette problématique.

L'ouverture grandissante des cégeps sur le monde et les différents projets liés à l'internationalisation rendent indispensable l'inclusion dans ce bulletin d'un minimum de perspective internationale. Pour un portrait global et des données à jour, on peut consulter l'*International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (Ilga)*, qui publie chaque année une recension de certains indicateurs – lois antidiscriminatoires, criminalisation, lois de filiation, accès au changement de mention du sexe, protection des enfants intersexué.e.s, accès au mariage, etc.) – sous forme de *cartes géographiques*. Le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion publie aussi périodiquement un rapport semblable : *Réalités juridiques et sociales des minorités sexuelles dans les principaux pays d'origine des personnes nouvellement arrivées au Québec : guide d'information* (2017).

■ UNESCO (2016). *Out in the open: education sector responses to violence based on sexual orientation and gender identity/expression*. Paris, France : UNESCO.

■ UNESCO (2016). *Au grand jour : réponses du secteur de l'éducation à la violence fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité ou l'expression de genre (rapport de synthèse)*. Paris, France : UNESCO.

L'UNESCO trace un *portrait du domaine de l'éducation* sur son site web et dans son rapport étoffé *Out in the open: education sector responses to violence based on sexual orientation and gender identity/expression*. Ce rapport met en évidence que les résultats de Chamberland (2010) au Québec sont bien en phase avec ceux des autres pays en général, et qu'aucun pays ne peut prétendre bien protéger ses jeunes LGBTQ+.

## 3. L'hétérocisnormativité et notre formation disciplinaire : des lacunes à combler et des biais à débusquer

### 3.1 À la racine commune d'enjeux spécifiques

En matière de diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle, il est difficile de détricoter la culture générale commune qui devrait être offerte à l'ensemble de nos étudiant.e.s en tant que citoyen.ne.s, des concepts et connaissances nécessaires pour le profil de sortie des futur.e.s professionnel.le.s que nous formons dans les programmes collégiaux.

La présente section est volontairement hétéroclite, car on y propose des lectures qui pourraient outiller le personnel enseignant de différentes disciplines. Ainsi, j'étayerai le portrait général tracé précédemment avec des références portant sur des enjeux plus spécifiques.

Il faut d'abord rappeler la racine commune à plusieurs des problématiques rencontrées par les personnes des minorités sexuelles et de genre, à savoir l'hétérocisnormativité. Au-delà de l'homophobie et de la transphobie, ce paradigme pèse sur les épaules de chacun.e d'entre nous avec des conséquences parfois tragiques.

Sans nommer directement ce paradigme, le dernier livre de Michel Dorais (2019), *Nouvel éloge de la diversité sexuelle* (disponible dans votre bibliothèque de collègue), en prône pourtant la déconstruction. Cet ouvrage est une édition entièrement remaniée de sa publication originale de 1999. Il présente une critique des conceptions binaires des sexes, des genres et des sexualités et propose une vision qui démantèle ces cloisonnements.

« L'identité n'est-elle pas le résultat de processus complexes et continus d'étiquetage (la perception des autres), d'auto-étiquetage (la définition de soi), et de sentiment d'appartenance (à qui on s'identifie)? Et n'est-ce pas au travers de sa compréhension du monde et de la place qu'il y occupe, ou qu'on lui accorde, que chaque individu façonne son identité? » (p.14)

Michel Dorais y développe cette perspective en nous exposant certains éclairages historiques de l'évolution des concepts de sexe, de genre et de sexualité, et en confrontant les grands courants de pensées et leurs études phares. Par exemple, il nous présente les principales études qui tentent de démontrer l'origine biologique de l'homosexualité et souligne les faiblesses de cette hypothèse. La biologiste en moi a aussi lu avec avidité les quatre encadrés de Sophie Breton traitant de la détermination du sexe chez les humains et autres espèces animales, ainsi que de la diversité des notions de genre et des comportements sexuels dans le monde animal. Il s'avère qu'en matière de diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle, l'humain n'a rien inventé! Pour moi, cette nouvelle mouture 2019 est un absolu.

L'hétérocisnormativité et ses conceptions binaires ne sont pas une fatalité « naturelle » et inévitable. Il s'agit en fait d'une construction européocentrique qui a essaimé partout où le colonialisme européen a pris racine. En effet, dans les sociétés précoloniales, la diversité sexuelle et de genre était souvent bien

intégrée. Le terme bispiritualité participe à l'émancipation de concepts traditionnels autochtones nord-américains écrasés par la colonisation. Hunt (2016) nous présente ces concepts dans *Une introduction à la santé des personnes bispirituelles : questions historiques, contemporaines et émergentes*.

Ces conceptions différentes des genres et des sexualités qu'on trouve tant en Afrique qu'en Asie, en passant par l'Océanie et l'Amérique, nous ouvrent les yeux sur une multitude de perspectives qui dépassent la binarité, bien sûr, mais qui vont aussi au-delà des concepts occidentaux modernes de gais, lesbiennes, trans, *queer*, etc. L'Occident n'a pas l'exclusivité des concepts en matière de sexe, de genre et de sexualité, ni le monopole du vocabulaire pour les exprimer. Il est remarquable de constater que finalement, le paradigme d'hétérocisnormativité n'en est qu'un parmi tant d'autres.

Ce paradigme est une racine commune aux principales problématiques vécues par la grande diversité de personnes que tente de représenter le « fameux » acronyme LGBTQI2SNBA+... D'aucuns prétendent que son allongement est du bien « mauvais *marketing* » ... Ce choix d'expression en matière de droits humains fondamentaux me semble personnellement très déplacé. En fait, l'émergence de tout ce nouveau vocabulaire est pourtant fort saine, car elle donne à chaque personne des outils pour pouvoir parler de sa propre réalité d'une façon plus précise et nuancée et à l'extérieur du confinement hétérocisnormatif. Si « l'acronyme » (sur lequel il n'existe d'ailleurs aucun consensus) nous donne de l'urticaire, rien n'empêche de parler plutôt des *personnes des minorités sexuelles et de genre*, ou, si on veut englober l'ensemble de la population humaine, de la *diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle*, ou encore, de la *diversité sexuelle et pluralité des genres*.

De multiples raisons sous-tendent l'actuelle explosion du vocabulaire. Certaines personnes préfèrent abandonner des termes qui étaient à l'origine pathologisants, alors que d'autres choisissent de se les réapproprier, quitte à en nuancer les définitions. Par exemple, les termes *homosexualité* et *transsexualité* renvoyaient à des diagnostics de maladie mentale au moment de leur introduction; certaines personnes aiment donc mieux ne pas les utiliser dans leur vocabulaire d'auto-identification. Le terme bisexuel.le, intrinsèquement binaire dans son étymologie, est de plus en plus utilisé au sens élargi de pansexuel.le, puisque les genres ne se limitent pas qu'aux seul.e.s hommes et femmes. Le terme bispiritualité, quant à lui, participe à l'émancipation de concepts traditionnels autochtones brimés par la colonisation, comme on l'a vu précédemment. Le terme *personne non binaire* fait éclater une vision très européo-centrique de la binarité des sexes et des genres, et surtout, il reconnaît (enfin!) l'existence des personnes dont l'identité de genre ne cadre pas avec cette vision étroite. Le terme *queer*, quant à lui, est la réappropriation d'une insulte anglophone à l'endroit de toutes les personnes dérogeant aux stéréotypes de genre. Cette réappropriation est une puissante forme d'autonomisation, et ce terme me séduit personnellement d'autant plus en raison de son implicite velléité de solidarité entre tous les membres des communautés arc-en-ciel.

■ **Veale, Jaimie, Saewyc, Elizabeth M., Frohard-Dourlent, Hélène, Dobson, Sarah et Clark, Beth** (2015). *Être en sécurité, être soi-même : Résultats de l'enquête canadienne sur la santé des jeunes trans*. Vancouver, C.-B. : Université de la Colombie-Britannique (UBC), Instituts de recherche en santé du Canada.

Un vocabulaire riche et nuancé permet en outre d'envisager les défis spécifiques associés à ces réalités fort diverses et les pistes de solutions adéquates pour les relever. Par exemple, les gais et les lesbiennes ont en commun de vivre de l'homophobie, mais les lesbiennes peuvent vivre de surcroît du sexisme et de l'invisibilité dans beaucoup de milieux LGBTQI+. Les personnes trans sont susceptibles de souffrir

énormément d'incompréhension et même de déni de leur existence, ce qui a de graves conséquences. *Trans pulse project* est une incontournable et dense source d'information sur leurs expériences de vie. Ces problématiques sont particulièrement dramatiques chez les jeunes, comme le démontre l'**étude pancanadienne de Veale et al.** (2015).

Les problèmes auxquels font face les personnes intersexes (ou intersexué.e.s) sont tout autres. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié à ce sujet une *note d'information*. Le déni des droits fondamentaux de ces personnes se poursuit pourtant à ce jour dans la quasi-totalité des États à travers le monde, incluant le Québec et le reste du Canada. Les interventions médicales non consenties sur les enfants intersexué.e.s sont de tragiques illustrations de l'hétérocisnormativité. Nous avons le privilège, au Québec, d'avoir une chercheuse reconnue internationalement pour son approche de ces enjeux, Janik Bastien-Charlebois. Celle-ci a de nombreuses publications à son crédit, et je vous propose celle-ci : *À qui appartient-il de déterminer les modes d'intervention auprès des personnes intersexuées?* [*Nouvelles pratiques sociales*, 28(1), 66-86, 2016. Disponible sur Érudit et sur Repère, accès généralement offert par votre bibliothèque de collègue].

Bref, certains défis rencontrés par les personnes des minorités liées au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle sont communs, d'autres sont spécifiques, mais dans tous les cas, les difficultés sont exponentielles aux intersections des oppressions et discriminations. Le *Rapport sur le racisme systémique vécu par la communauté LGBTQ+ montréalaise* (2017) produit par le Conseil québécois LGBT présente des témoignages qui illustrent les impacts synergiques de ces intersections dans des domaines tels que l'accès au logement, aux soins ou à l'éducation. Ce rapport nuancé et sans complaisance à l'endroit des institutions publiques et des organismes communautaires met notamment en garde contre les dérives de l'homonationalisme et propose une série de recommandations pour le gouvernement.

Les personnes LGBTQI+ étant aussi multidimensionnelles que tout autre individu, il faut aussi aborder la question de leur famille. Le site web de la *Coalition des familles LGBT* est en soi une mine de ressources et de documents sur ce plan. Son livre, *Familles LGBT : le guide* (2015, Mona Greenbaum et autres. Disponible à votre bibliothèque de collègue), répond aux questions des personnes des minorités sexuelles et de genre sur les modalités particulières liées à la fondation d'une famille (insémination artificielle, adoption, gestation par autrui, etc.). Mais ce guide va beaucoup plus loin en abordant de front les mythes qui subsistent au sujet des familles homoparentales et transparentales, et en discutant de thèmes tels l'école, les familles reconstituées, le *coming out*, etc. Ce riche ouvrage s'appuie sur une solide bibliographie imputable à l'étroite collaboration de la Coalition avec des universitaires de McGill et de la Chaire de recherche sur l'homophobie de l'UQAM.

Enfin, des lectures plus ludiques illustrent de façon éloquente certaines de ces réalités. Offrez-vous le plaisir de lire les bandes dessinées de Sophie Labelle, bédéiste, autrice et conférencière trans québécoise, dont la renommée dépasse amplement nos frontières! Je vous propose de commencer avec *Mon père me prend pour un garçon* (2017. Disponible dans votre bibliothèque de collègue). Vous pouvez aussi consulter ses *webcomics Assignée garçon*.

## 3.2 Débusquer l'hétérocisnormativité dans notre enseignement

La lecture des références précédentes conduit à plusieurs constats, dont les suivants qui nous concernent directement en tant que professionnel.le.s de l'enseignement :

- Les personnes qui dérogent aux stéréotypes de genre en général, et les personnes des minorités sexuelles et de genre en particulier, vivent encore de la discrimination, de l'intimidation, du rejet, de la violence verbale et physique dans la société en général;
- Cette discrimination a des conséquences souvent graves, notamment sur le parcours éducatif de ces personnes;
- Les effets de ces discriminations sont exacerbés en cas de recours à des services professionnels à des moments de plus grande vulnérabilité, par exemple lors d'interactions avec le corps policier, le personnel médical ou autres intervenant.e.s des services sociaux.

Or nous assurons la formation, ne l'oublions pas, de plusieurs de ces professionnel.le.s par l'entremise de nos programmes collégiaux... Et, outre quelques initiatives de bonnes pratiques institutionnelles générales (ex. : comité LBGTQI+, affiches inclusives, accès à des toilettes non genrées, etc.) très inégales d'un établissement à un autre, force est de constater que pour ce qui est de l'intégration de concepts et de connaissances dans les programmes comme tels, il y a un vide dans la très grande majorité des cas. Il apparaît pourtant évident que ces éléments seraient nécessaires pour l'atteinte :

- des compétences professionnelles visées par nos différents programmes;
- des compétences humaines et citoyennes requises pour favoriser une société incluant davantage la diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle.

Notre enseignement n'échappe donc pas aux biais hétérocisnormatifs qui peuvent se manifester dans notre langage, notre attitude, notre choix de concepts et connaissances à transmettre. Une difficulté particulière relève de la désuétude de beaucoup de documents en circulation. Par exemple, le trouble de l'identité de genre a été retiré du *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* (DSM-5) en 2013 (tout comme l'homosexualité l'avait été en 1973). La transidentité ou la transitude ne sont donc plus considérées comme des maladies mentales. Ceci implique que des publications relativement récentes peuvent comporter des affirmations caduques et fortement nuisibles. Plus fréquemment encore, le problème est l'invisibilité des réalités LBGTQI+ dans les volumes de référence, invisibilité renforcée par un langage hétérocisnormatif qui ferme d'autant plus hermétiquement la porte à leur éventuelle reconnaissance.

Des lacunes importantes ou même des affirmations erronées perdurent ainsi dans les programmes que nous enseignons, que l'on considère les déficiences dans notre propre formation disciplinaire ou celles de nos volumes de référence. Ces omissions transcendent les programmes souvent dès la rédaction des énoncés de compétence au niveau national, puis dans celle des plans cadres au niveau local. À l'initiative de quelques individus, ces manques sont parfois comblés au moment de la rédaction des plans de cours, mais une minorité d'étudiant.e.s en profite alors.

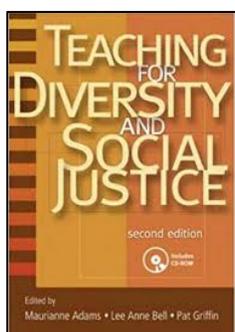
Il semble pourtant évident que certains programmes devraient inclure des concepts et connaissances portant spécifiquement sur les populations des minorités sexuelles et de genre en tant que future

clientèle (ex. : Techniques de travail social, Techniques d'éducation à l'enfance, Techniques d'éducation spécialisée, Techniques de soins infirmiers, Techniques policières, etc.).

Aussi, le personnel enseignant d'autres disciplines pourrait choisir d'aborder d'autres thèmes, tels que la défense de droits ou la justice sociale, par le prisme de l'évolution des droits des personnes de la diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle, par exemple dans les programmes Sociologie, Histoire et civilisations, Géographie, Anthropologie, Politique, Philosophie, etc.

En fait, on s'aperçoit vite que toutes les disciplines gagneraient à faire une introspection afin de cerner les pièges hétérocisnormatifs encore véhiculés dans l'enseignement. Par exemple, en statistiques, est-ce qu'on limite le genre à deux seules possibilités? Est-ce qu'on persiste à nommer ce paramètre « sexe »? En psychologie, est-ce qu'on aborde les relations sexuelles seulement sous l'angle hétérosexuel? Est-ce que la transitude est abordée? Si oui, est-ce que l'angle choisi est pathologisant? En éducation à l'enfance, est-ce qu'on discute des familles LGBTQ+? En littérature, est-ce qu'on refuse les néologismes qui reconnaissent l'existence des personnes non binaires? En biologie, est-ce que notre enseignement contribue à valider la binarité des sexes et l'amalgame sexe-genre? Est-ce qu'on réduit le système reproducteur à sa seule fonction reproductrice, justement? En soins infirmiers, est-ce qu'on oublie de dire que les lesbiennes peuvent aussi contracter des infections transmissibles sexuellement? Et que des hommes trans donnent naissance à des enfants?

Ultimement, chaque enseignant.e pourrait s'interroger sur sa propre façon d'entrer en contact avec les étudiant.e.s, en classe ou en contexte d'encadrement. Est-ce que le langage que j'utilise laisse une place à la diversité sexuelle et de genre? Est-ce que j'ai une stratégie particulière pour éviter de mégenrer des étudiant.e.s lors de la prise des présences? Est-ce que mon plan de cours condamne explicitement le langage et les comportements homophobes et transphobes?



■ Adams, Maurianne (2016). *Teaching for diversity and social justice*. Royaume-Uni : Routledge.

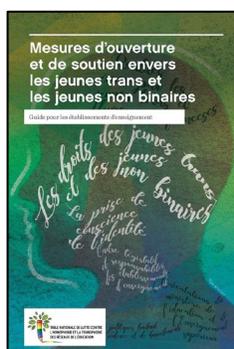
Dans son livre *Teaching for diversity and social justice*, Maurianne Adams discute de l'enseignement de la justice sociale et trace de nombreux parallèles entre les différentes formes d'oppressions que peuvent vivre les groupes marginalisés. Elle rappelle, par exemple, que le foisonnement rapide de la terminologie n'est pas l'apanage des seuls groupes marginalisés en fonction du sexe, du genre et de l'orientation sexuelle. Cette évolution rapide du langage est dans tous les cas ancrée dans la nécessité de trouver des mots par et pour soi-même plutôt que de

se voir pousser dans une catégorie souvent créée par les populations dominantes. Les auteurs reconnaissent aussi que toutes les terminologies à l'égard des groupes marginalisés s'inscrivent dans une mouvance non seulement rapide, mais aussi parfois contradictoire (par exemple, le mot *queer* est positif et affirmatif maintenant que cette ancienne insulte est réappropriée), et qu'en définitive, le bon terme sera toujours celui qui est déterminé par la personne concernée (auto-identification). L'intérêt particulier de ce livre est qu'il cible l'enseignement de la justice sociale, qui est décrite comme étant à la fois une fin et un processus. Les enjeux spécifiquement LGBTQI+ sont visés par l'enseignement intégré du sexisme, de l'hétérosexisme et du cissexisme (*trans\* oppression*).

“Part of the rationale for using an integrated approach to teach about heterosexism, sexism, and trans\* oppression rests on an understanding of relationships among patriarchy, misogyny, biological determinism, and genderism, and how these belief systems support and reinforce oppression based on sex, gender, and sexual orientation. These shared foundations suggest that effective education about sexism, heterosexism, and trans\* oppression must attend to all three forms of oppression to best understand the complexities of each one as well as the interconnections among all three.” (p. 2z)

## 4. Bonnes pratiques institutionnelles

Plusieurs organismes et institutions ont produit des lignes directrices en vue de rendre les milieux éducatifs plus accueillants et aidants pour les personnes des minorités sexuelles et de genre qui les fréquentent. Les plus récentes lignes ciblent particulièrement le soutien à offrir aux jeunes personnes trans ou non binaires, mais les actions proposées rendent *de facto* les milieux plus inclusifs pour l'ensemble des communautés arc-en-ciel (LGBPTQI2SNBA+).



■ **Comité de travail sur les jeunes trans et les jeunes non binaires (2017).** *Mesures d'ouverture et de soutien envers les jeunes trans et les jeunes non binaires*. Québec : Table nationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie des réseaux de l'éducation.

Le guide *Mesures d'ouverture et de soutien envers les jeunes trans et les jeunes non binaires* trace un portrait de la situation et établit des principes fondamentaux qui sous-tendent l'élaboration des mesures proposées. Ces actions se déclinent, d'une part, en mesures concrètes d'ouverture et de soutien envers la jeune personne (respect de sa démarche personnelle, usage des prénom et pronoms demandés, visibilité de la diversité sexuelle et de genre en classe, etc.), et, d'autre part, en mesures administratives (carte étudiante, liste des étudiant.e.s, enjeux de confidentialité, révision des politiques en place, etc.). Le document a été produit par une table nationale où siègent à la fois le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), le ministère de la Justice, les grandes centrales syndicales présentes dans les milieux de l'éducation, les organisations patronales (la Fédération des cégeps, par exemple) et des associations étudiantes et parentales.

Cette unanimité devrait faire fondre la frilosité de certaines institutions qui craignent encore de poser des gestes concrets. S'il est besoin d'encouragements supplémentaires, on lira l'ouvrage de la Coalition des familles LGBT, *Appuis légaux, éthiques et moraux pour en finir avec l'homophobie*. Ce guide met l'accent sur les obligations légales des institutions en vertu des lois en vigueur, mais aussi de la jurisprudence. Les formations offertes par la Coalition sont d'excellente qualité et conçues en collaboration avec des chercheur-se-s de l'UQAM et de l'Université McGill. Elles sont pertinentes pour le personnel des établissements d'enseignement, mais aussi dans les classes de plusieurs programmes collégiaux et universitaires. D'autres formations sont listées dans la section *Institutions ou organismes offrant des formations*.



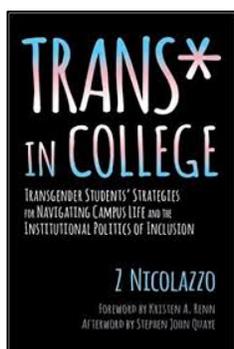
■ Chamberland, Line et Puig Ami (2016). *Guide des pratiques d'ouverture à la diversité sexuelle et de genre en milieu collégial et universitaire*. Montréal, Québec : Chaire de recherche sur l'homophobie, Université du Québec à Montréal (UQAM).

■ Syndicat des étudiants et étudiantes employé-e-s de l'UQAM (2017). *Petit guide des enjeux LGBTQIA+ à l'université*. Montréal, Québec : Université du Québec à Montréal (UQAM).

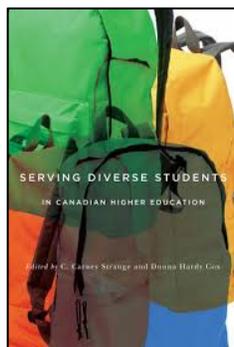
■ Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance (2014). *Lignes directrices pour le soutien aux élèves transgenres et non conformistes de genre*. Nouvelle-Écosse : Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance.

■ Hixson-Vulpe, Jacq (s.d.) *Créer des milieux authentiques*. Toronto, Ontario : The 519.

Le *Guide des pratiques d'ouverture à la diversité sexuelle et de genre en milieu collégial et universitaire* présente, outre le traditionnel état de la situation, des exemples concrets d'actions qui peuvent nous inspirer, des formations à offrir et une bibliographie particulièrement intéressante. D'autres publications, listées ci-dessus, se sont aussi penchées sur des pistes d'actions concrètes.



■ Nicolazzo, Z. (2017). *Trans\* in college: transgender students' strategies for navigating campus life and the institutional politics of inclusion*. Virginia, United States : Stylus Publishing, LLC. Livre également disponible pour le prêt, cote 789206.



■ Hardy Cox, Donna Gail et Carney Strange, Charles (2016). *Serving diverse students in Canadian higher education*. Montréal; Kingston : McGill-Queen's University Press.

Je vous propose aussi deux livres qui soulèvent des réflexions plus approfondies sur ce que devraient être des milieux d'éducation supérieure plus inclusifs des diversités. **Nicolazzo** (2017) discute du climat d'inclusion/exclusion des personnes trans sur les campus collégiaux et universitaires. Cette publication s'appuie sur les témoignages de personnes trans et est écrit par une personne trans. Nicolazzo y démontre que la notion de binarité des genres influence globalement la vie de l'ensemble de la communauté collégiale et que les solutions devraient aller beaucoup plus loin que de simples mesures ponctuelles. Entre autres pistes d'action, Nicolazzo préconise une approche du « ruissellement vers le haut »: « [...] *trickle-up approach would mean heeding the voices, needs and experiences of those who are the most marginalized* » (p. 146). L'approche des bonnes pratiques et des politiques inclusives n'est pas mauvaise, mais elle ne devrait jamais être vue comme une fin en soi, car les « bonnes pratiques évacuent l'oppression systémique vécue par les personnes trans\* ... » (traduction libre). Ce livre est superbement écrit, riche et dense. C'est une ressource pédagogique qui figure tout en haut de ma liste personnelle.

**Cox** (2016) nous offre une publication canadienne (celle de Nicolazzo est américaine) qui aborde l'adaptation que doivent entreprendre ou poursuivre les Services aux étudiant.e.s (ou Affaires étudiantes selon les établissements) des collèges et universités canadiens face à la diversification des populations étudiantes. Contrairement à la quasi-homogénéité de jeunes hommes blancs (on pourrait ajouter cisgenres et hétérosexuels) d'il y a 50 ans, cette population accueille maintenant un nombre grandissant de femmes, de personnes des Premières Nations, de personnes racisées, de personnes LGBTQQ (lesbiennes, gais, bissexuel.les, trans, queer et en questionnement), etc.

Ce livre présente l'état des recherches sur certains profils de cette diversité dans le domaine des Affaires étudiantes, et une section est dévolue aux personnes LGBTQQ. On y trouve, entre autres, une revue critique de modèles du développement des identités des personnes LGBTQQ selon différentes perspectives – aussi opposées que la perspective médicale et la perspective *queer* – illustrant l'importance de cesser de représenter les concepts de sexe, de genre et d'orientation sexuelle comme des espaces binaires compartimentés et déconnectés des contextes et des autres intersections d'identités, *a fortiori* des intersections d'oppressions. Considérant que le modèle sur lequel s'appuiera l'élaboration des services aux étudiant.e.s LGBTQQ risque d'en teinter fortement le résultat, cette analyse est particulièrement éclairante.

Des conclusions de cette section découle une liste de bonnes pratiques aux retombées concrètes, et ce, pour le bien-être tant des personnes LGBTQQ de la population étudiante que du personnel :

- Une ou des personnes à l'emploi de l'établissement devraient être désignées comme responsables des enjeux LGBTQQ;
- Il devrait y avoir un mécanisme pour qu'une collaboration entre la direction, le personnel et les étudiant.e.s s'établisse (ex. : un comité institutionnel LGBTQQ);
- Les politiques et pratiques devraient être passées en revue pour s'assurer qu'elles incluent les réalités LGBTQQ;
- Le personnel devrait être formé pour comprendre les réalités et les besoins des personnes LGBTQQ;
- Le personnel des Affaires étudiantes et les différentes facultés (ou programmes) devraient pouvoir discuter afin d'assurer l'implantation de contenus LGBTQQ positifs et affirmatifs dans les curriculums.

## 5. Institutions ou organismes offrant des formations

Institut pour la santé des minorités sexuelles (ISMS)

Institut national de santé publique

Coalition des familles LGBT

Association canadienne pour l'avancement des femmes, du sport et de l'activité physique

Enfants transgenres Canada

### À propos de l'autrice

#### **Dominique Dubuc**

Dominique Dubuc est enseignante de biologie au cégep de Sherbrooke et militante pour les droits des personnes des minorités sexuelles et de genre depuis plus de deux décennies. Elle s'implique notamment au sein du comité fédéral LGBT+ de la CSN, comité pour lequel elle siège à la Table nationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie des réseaux de l'éducation. Ancienne présidente du C.A. du Conseil québécois LGBT, elle a aussi été membre des C.A. de l'Association des mères lesbiennes (aujourd'hui la Coalition des familles LGBT), d'Égale Canada et de l'ILGA, soit l'International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association, une fédération d'organismes LGBTI à travers le monde qui a un statut consultatif au Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC). Elle est également conférencière, formatrice et autrice ou co-autrice de publications sur les enjeux LGBT+.

La plupart des documents auxquels ce Bulletin réfère sont accessibles en ligne sur [EDUQ.info](http://EDUQ.info), disponibles sur demande au Centre de documentation collégiale (CDC) ou disponibles à votre bibliothèque de collège.

Pour plus de détails sur nos services ou pour gérer votre abonnement, consultez notre site Web [www.cdc.qc.ca](http://www.cdc.qc.ca).